

Communiqué



Montreuil, le 15 septembre 2025

Fermeture du site du CMVRH Arras**

La directrice du CMVRH d'Arras Valenciennes a annoncé aux agents la fermeture du site d'Arras.

Sans surprise : cette décision était déjà écrite noir sur blanc dans le rapport du Boston Consulting Group qui prévoyait la fermeture de l'ENTE.

****23 agents sont directement concernés sur le site d'Arras.****

Cette annonce s'inscrit dans une stratégie bien rodée :

2021-2023 : fermeture du site d'Aix,

2023-2025 : transfert d'une partie importante des activités de Valenciennes,

2025-2027 : fermeture programmée d'Arras.

Tout cela n'a rien d'un hasard : c'est une politique de démantèlement des structures, menée sans concertation réelle avec les agents et leurs représentants, au détriment du service public, des conditions de travail et de l'avenir des personnels.

Or, dans un contexte de transition écologique et de transformation profonde des missions du ministère, la formation professionnelle et continue est plus que jamais indispensable.

Les agents doivent pouvoir bénéficier d'un accompagnement de proximité, d'outils adaptés et de parcours qualifiants qui leur permettent :

- d'acquérir de nouvelles compétences,
- de s'adapter aux évolutions des métiers,
- de garantir la qualité des missions exercées auprès des citoyens.

Supprimer des sites comme celui d'Arras, c'est affaiblir l'investissement dans les compétences des agents, c'est nier l'importance de la montée en qualification dans un ministère déjà confronté à des moyens humains et matériels insuffisants.

La CGT réaffirme, avec force, son refus de cette logique de casse et exige :

- le maintien des sites et de leurs missions de formation et d'appui,
- le renforcement des moyens consacrés à la formation professionnelle et continue,
- la garantie du maintien de tous les emplois et de leurs statuts,
- Une véritable concertation avec les agents et leurs organisations syndicales.



La CGT appelle les personnels à se mobiliser pour défendre leur outil de travail, leur droit à la formation et un service public de qualité.

Arras ne doit pas être sacrifié sur l'autel de logiques purement comptables imposées par un cabinet privé.

Nous refusons la disparition programmée des sites, l'affaiblissement de la formation et la dégradation des conditions de travail des agents.